



BS



Ville du VAL

Place de la Libération
83143 LE VAL

ARRETE DE POLICE N°2016-36 2016/036 MESURES DE GARDE D'UN CHIEN MORDEUR MENTIONNE A L'ARTICLE L. 211-14-1 DU CODE RURAL

Nous, SAULNIER Bernard, MAIRE DU VAL,

VU la loi n° 2008-582 du 20 juin 2008 modifiant et renforçant les mesures de prévention et de protection des personnes contre les chiens dangereux,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2212-1, L. 2212-2,

VU le Code Rural et notamment ses articles, L. 211-11 et suivants, D211-3-1 et suivants, L223-10 et R. 211-5 et suivants,

VU l'arrêté n°10-009 du Préfet du Var, en date du 19 février 2010 fixant la liste départementale des vétérinaires habilités à réaliser les évaluations comportementales prévues à l'article L. 211-14-1 du Code Rural,

Vu la main courante N° 15/2016 établie par la police municipale du Val,

Vu la demande au propriétaire, Monsieur POIRSON Johan demeurant 70 chemin Paul Signac 83143 LE VAL de procéder à l'évaluation comportementale de son chien dénommé IKE DE VULCAIN né le 27/04/2013, mâle, de type racial Malinois identifié par tatouage N°112EDB,

Considérant que ce chien a mordu une personne au mois d'août 2015,

Considérant le résultat de l'évaluation comportementale du chien dénommé IKE DE VULCAIN,

Considérant la nécessité d'imposer des mesures de garde pour le chien concerné,

A R R E T O N S

ARTICLE 1^{er} : L'ANIMAL CONCERNE et SON PROPRIETAIRE

Le propriétaire :

Nom : **POIRSON** Prénom : **Johan**

Adresse ou domiciliation : **70 chemin Paul Signac 83143 LE VAL**

Qualité : **Propriétaire de l'animal ci-après désigné**

Assuré(e) au titre de la responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés aux tiers par l'animal auprès de la compagnie d'assurances : **Justificatif à fournir à la police municipale de Le Val**

Pour le chien ci-après identifié :

Nom : **Ike de Vulcain** De race ou type : **Malinois**

Tatouage : **112EDB**

Date de naissance : **27/04/2013** Sexe: **mâle**

L'évaluation comportementale du chien classant le chien au niveau : **2/4** de risque de dangerosité
Effectuée le : **15/02/2016** par **Dr MONNERAT Charles Vétérinaire -Le Pont des Augustins 83170 BRIGNOLES**

ARTICLE 2 :

Le numéro et la date de délivrance de l'arrêté sont mentionnés dans le passeport communautaire pour animal de compagnie du chien concerné, par le Maire ou son représentant.

ARTICLE 3 :

La validité de cet arrêté est subordonnée au respect permanent de la validité de :

- l'assurance garantissant la responsabilité civile du propriétaire ou du détenteur pour les dommages causés aux tiers par l'animal
- Le respect permanent des préconisations établies par le vétérinaire dans le compte rendu de l'évaluation comportementale
- la validité de l'évaluation comportementale : à effectuer à nouveau dans un délai maximum de 1 an à compter du 15 février 2016

ARTICLE 4 :

L'arrêté est valable jusqu'au décès de l'animal.

En cas de changement de commune de résidence, l'arrêté doit être présenté à la Mairie du nouveau domicile pour une éventuelle prolongation.

ARTICLE 5 :

Tout fait de morsure ou de griffure d'une personne par ce chien doit être déclaré par son propriétaire ou son détenteur, à la Mairie de la commune de résidence du propriétaire ou du détenteur de l'animal. Dans ce cas, le propriétaire ou le détenteur du chien, est en outre tenu de le soumettre, pendant la période de surveillance sanitaire définie en application du premier alinéa de l'article L.223-10, à une nouvelle évaluation comportementale mentionnée à l'article L.211-14.-1 du Code Rural, qui devra obligatoirement être communiquée au Maire de la commune de résidence de l'animal. Si les résultats de cette nouvelle évaluation le justifient, le Maire peut, alors, abroger le permis de détention délivré par cet arrêté.

ARTICLE 6 : MESURES RESTRICTIVES

- Le chien, dont les résultats de l'évaluation se situent au **niveau 2/4**, présentant de ce fait un risque de dangerosité faible pour certaines personnes ou dans certaines situations, devra être soumis aux prescriptions suivantes :

- ▶ En promenade, le chien devra être tenu en laisse
- ▶ Hors promenade, le chien doit être tenu dans un endroit parfaitement clôturé afin d'empêcher toute fuite de la propriété
- ▶ Le chien ne doit être mis en contact avec des inconnus que sous la surveillance active du propriétaire
- ▶ Dans tous les cas, le chien devra être soumis au port de la muselière, lors des situations semblant à risque telles qu'explicitées par le vétérinaire dans le compte rendu de l'évaluation comportementale susvisée.
- ▶ Conformément aux préconisations du vétérinaire ayant procédé à l'évaluation comportementale, le chien devra être soumis à une nouvelle évaluation comportementale un an au maximum après la date de la précédente évaluation.

Dans le cas où le propriétaire ou le détenteur ne présenterait pas toutes les garanties quant à l'application des mesures prescrites, le maire se réserve le droit de prendre au titre de son pouvoir de police générale toutes les mesures efficaces pour prévenir les accidents ou remédier aux événements fâcheux pouvant être occasionnés par des animaux dangereux (notamment capture et dépôt du chien dans un lieu sécurisé, aux frais du propriétaire/détenteur de l'animal).

Le gestionnaire du lieu de dépôt sera autorisé, après avis d'un vétérinaire désigné par la direction des services vétérinaires, soit à faire procéder à l'euthanasie de l'animal, soit à en disposer dans les conditions prévues au II de l'article L. 211-25 du Code Rural.

ARTICLE 7 :

Une ampliation du présent arrêté sera notifiée par un agent assermenté, au demandeur.

ARTICLE 8 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'une contestation auprès du tribunal administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le délai de recours commence à courir le jour de la notification de la présente décision au propriétaire ou détenteur de l'animal.

ARTICLE 9 :

Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie du Val, Monsieur le Commandant de la brigade de gendarmerie de Brignoles, Monsieur le chef du service de la police municipale du Val, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis à M. le Préfet du Var et affiché.

Fait à LE VAL, Le 8 mars 2016



Le Maire,
Bernard SAULNIER

Certifié exécutoire

Vu la publication ou notification

le 22/03/16